

Une politique climatique clairvoyante ne s'oppose pas à la croissance économique

La croissance économique et la protection du climat ne sont pas incompatibles : cibler les incitations économiques entraîne une croissance durable du produit intérieur brut.

Anthony Cox, Zoe Lagarde

Abrégé Le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) « Investir dans le climat, investir dans la croissance » explique comment les États peuvent atteindre une croissance économique forte et inclusive tout en orientant leurs économies vers la décarbonation. Cela nécessite des réformes structurelles, des mesures fiscales et un rapprochement des régimes juridiques. La combinaison des mesures de protection du climat et des réformes économiques permet d'accroître la productivité et d'exploiter de nouvelles sources de croissance. Dans les États du G20, la croissance économique est estimée à 2,5 % en 2050 (effet net) dans l'hypothèse d'un scénario relativement ambitieux postulant, avec une probabilité de 66 %, que l'objectif d'un réchauffement de 2°C fixé dans l'Accord de Paris sur le climat sera atteint. Et si l'on tient compte des effets positifs des dommages climatiques évités, le produit intérieur brut (PIB) augmentera même de 4,7 %.

Faute de contre-mesures, le changement climatique entraînera des coûts écologiques, sociaux et sanitaires considérables. Or, la croissance économique et l'amélioration de la productivité ne sont pas en contradiction avec les objectifs climatiques de Paris. Dans son rapport « Investir dans le climat, investir dans la croissance » de mai 2017¹, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) explique comment mettre en œuvre une croissance durable.

L'Accord de Paris sur le climat de 2015 a représenté une étape importante pour la communauté internationale, puisqu'elle est parvenue à fixer des objectifs climatiques à long terme et à créer un cadre réglementaire exhaustif. Toutefois, les contributions nationales promises² ne suffiront pas à contenir le réchauffement global moyen en dessous de 2°C et à poursuivre les efforts en vue d'une limitation à 1,5°C. On estime en effet que même si toutes les contributions nationales sont versées intégralement, le réchauffement global s'élèvera toujours à quelque 3°C, occasionnant des coûts écologiques et économiques considérables.

Le fait que les gouvernements et les entreprises rechignent à adopter des mesures de protection du climat plus ambitieuses est souvent lié à la crainte de perdre en compétitivité. Or, cette manière de voir est dangereuse, dans la mesure où une croissance associée à des émissions élevées renforce significativement les risques climatiques et les effets négatifs concomitants. Cela entraîne par exemple une élévation du niveau des mers, une multiplication des événements météorologiques extrêmes et une augmentation de la pollution de l'air. Tous ces phénomènes engendrent une hausse de la mortalité et ont des conséquences négatives sur la performance économique et la prospérité générale. Comme les menaces futures dues au changement climatique dépendent des choix opérés aujourd'hui, il est vital de planifier des mesures d'adaptation, une résilience accrue ainsi que les investissements correspondants pour réduire l'exposition aux risques climatiques.

Trouver la bonne formule

Les modèles utilisés dans le rapport de l'OCDE montrent qu'une croissance durable, stable et inclusive est possible à condition que l'on combine les mesures de protection du climat avec des réformes fiscales et structurelles efficaces. Dans un scénario relativement ambitieux (probabilité de 66 % que la cible des 2°C soit atteinte), la performance économique des États du G20 croîtra, jusqu'en 2050, de 2,5 % par rapport à la politique actuelle (voir *illustration*).

En outre, la prévention de dommages climatiques coûteux procure des avantages économiques supplémentaires. Ceux-ci varient cependant selon la situation géographique des pays et

¹ OCDE (2017), *Investing in Climate, Investing in Growth*, Paris.

² Ou « contributions déterminées au niveau national » (CDN).



Stopper le changement climatique
grâce à l'innovation – l'avion solaire Solar
Impulse survole la Suisse romande.

sont plus difficiles à évaluer. Dans le scénario cité, on postule que l'effet net sur la croissance pourrait s'élever à 4,6 % en 2050 si l'on ajoutait à la croissance économique les dommages évités.

La diminution des coûts à long terme et des autres risques dus au changement climatique procure encore d'autres avantages économiques, écologiques et sociaux. Cela ouvre de nouveaux marchés et crée des opportunités commerciales liées aux infrastructures, technologies et services à faible émission de carbone. L'instauration de cadres politiques clairs, conçus à long terme et visant des mesures ambitieuses de protection du climat renforcent la confiance des marchés dans les investissements climatophiles, stimulent la recherche et les innovations, et augmentent la productivité dans tous les secteurs de l'économie.

Réaliser des réformes structurelles

Pour mettre en œuvre la conversion climatophile, il convient d'intégrer les objectifs climatiques dans des réformes structurelles et des programmes nationaux de développement plus larges. Ceux-ci aideront les économies nationales à s'orienter vers des approches décarbonées et insensibles au climat, ce qui stimulera les modèles de croissance forts et intégrateurs. Il importe en particulier de procéder à des réformes structurelles qui stimulent aussi bien la productivité que l'activité économique. L'accent doit être mis sur la redistribution efficace des ressources, l'accélération du développement et de la diffusion des nouvelles technologies, la dynamisation des marchés de l'emploi et l'accès facilité des entreprises à certains secteurs de l'économie.

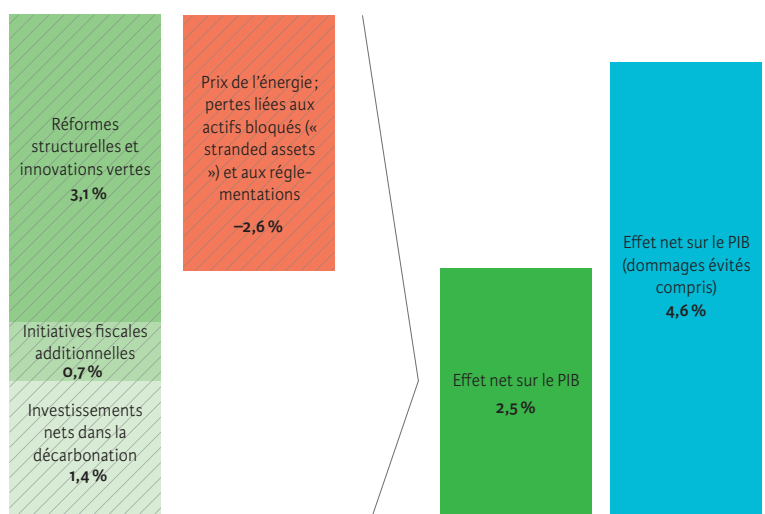
Les trains de réformes correspondants devraient viser à faciliter l'entrepreneuriat, en particulier dans les secteurs des services en forte croissance et à haute valeur ajoutée. Il est important d'accroître la flexibilité du marché, car la transition vers des économies nationales décarbonées et insensibles au climat s'effectuera de façon moins disruptive si les frictions diminuent dans les principaux secteurs et marchés. Il sera ainsi plus facile pour les nouveaux fournisseurs de pénétrer sur le marché. En outre, cet environnement favorisera la création

de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois, tout en favorisant le retrait des secteurs à fortes émissions. Si l'on stimule la concurrence sur les marchés et la flexibilité de l'emploi, les entreprises seront mieux à même de réagir à l'évolution des conditions du marché, de développer des solutions nouvelles et d'améliorer leur productivité. Une telle politique favorise entre autres le développement du capital fondé sur la connaissance, de technologies très productives et de main-d'œuvre hautement qualifiée. Il en résulte une performance économique et des revenus accrus, ce qui soutient la demande intérieure.

Créer des incitations fiscales

La politique fiscale joue ici un rôle important. Afin de déceler les orientations politiques déficientes, il convient de soumettre la politique budgétaire à un examen approfondi visant à identifier les mauvaises incitations climatiques. En abrogeant en particulier les subventions à l'énergie comme les tarifs réduits d'électricité, on créerait une incitation en faveur de la croissance décarbonée. Dans la mesure où les prix de l'énergie sont maintenus artificiellement bas et ne reflètent pas les coûts réels, les investissements consentis dans les améliorations

Croissance du PIB dans les États du G20 liée aux mesures de protection du climat et aux réformes économiques (prévisions pour 2050)



La probabilité que la cible des 2°C soit atteinte se monte à 66 % dans le scénario retenu.

technologiques (par exemple la modernisation d'un parc de machines destinée à accroître l'efficacité énergétique) procurent parfois des rendements moins intéressants, ce qui encourage la consommation inutile et génère un surcoût pour l'État. À l'opposé, le démantèlement progressif de telles subventions crée une incitation à investir, ce qui réduit les inefficacités et renforce la productivité. Un autre exemple de réglementation fiscale absurde se trouve dans la possibilité offerte aux salariés d'utiliser les véhicules d'entreprise à des fins privées ou de déduire de l'impôt sur le revenu les frais de conduite automobile entre le domicile et le lieu de travail.

Certaines dispositions fiscales et comptables peuvent également favoriser les investissements dans des installations gourmandes en CO₂. Par exemple, si les coûts variables d'investissements dans l'énergie peuvent être comptabilisés comme charges, cela favorise les technologies de production d'électricité à forte nuisance environnementale, puisque le bénéfice est moins affecté. En revanche, les technologies nécessitant une part élevée de coûts en amont, comme celles concernant les énergies renouvelables, ont tendance à être pénalisées par de telles règles comptables.

Inversement, des mesures fiscales bien réfléchies, comme les redevances sur le CO₂ ou des amortissements accrus, peuvent renforcer les investissements dans les énergies renouvelables. En autorisant le report de pertes d'un exercice à l'autre, on améliore également la rentabilité de projets liés aux énergies renouvelables, ceux-ci étant relativement coûteux durant la phase d'investissements. Favoriser fiscalement la recherche et le développement axés sur le changement climatique constitue un facteur crucial. Associés au traitement privilégié des innovations climatophiles, les projets de recherche peuvent déclencher des effets de report permettant en fin de compte aux États de

renoncer aux modèles de développement gourmands en CO₂. La recherche et le développement sont fondamentaux pour éliminer les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'industrie et des transports routiers, aériens et maritimes, et pour réaliser entre autres une percée en matière de stockage de l'énergie.

En conclusion, la meilleure manière d'atteindre une croissance décarbonée et insensible au climat est de combiner la politique du climat avec des réformes fiscales et structurelles qui stimulent la croissance. Les gouvernements nationaux devraient réexaminer leurs politiques structurelle et fiscale de façon à guider les investisseurs vers des solutions décarbonées et résilientes au changement climatique, par exemple en redirigeant les investissements « durs » dans des infrastructures vers des investissements « mous » dans la recherche et le développement. Il est essentiel de redoubler d'efforts pour mobiliser davantage d'investissements publics et privés. À cet égard, les banques de développement et les institutions financières multilatérales, bilatérales et nationales ont un rôle-clé à jouer. C'est dans ce contexte que le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Groupe de la Banque mondiale et l'OCDE ont lancé l'initiative « Financing Climate Futures : Rethinking Infrastructure ». Ils entendent aider les gouvernements à orienter les flux financiers vers les solutions décarbonées et un développement résilient au changement climatique afin d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Anthony Cox

Directeur adjoint, direction de l'Environnement,
Organisation de coopération et de développement
économiques (OCDE), Paris

Zoe Lagarde

Conseillère politique, direction de l'Environnement,
Organisation de coopération et de développement
économiques (OCDE), Paris